

Conflit Ethnique Sri Lanka

CNDA

Aloysius John
23/03/2009

1. Généralités

- a. Les causes du conflit et la négation de la communauté minoritaire
- b. Les conséquences de la Guerre (Sociale, Economique, Politique et Sociétale)
- c. La situation Politique Générale

2. L'Organisation Territoriale

- a. Organisation Politique
- b. Administrative
- c. Judiciaire
- d. Les différents problèmes

3. La guerre dans le nord

- a. Evolution du conflit ethnique
- b. Les zones de front
- c. Le LTTE et l'armée
- d. Zones Sécurisées et la situation Humanitaire
- e. La situation humanitaire et les Droits de l'Homme

• Poste Guerre scénario

- Les défis majeurs pour le retour à la démocratie

• Conclusion

• Questions diverses

- **Les Causes de ce conflit**
- **-Refus d'Egalité des droits en tant que Citoyens**
- **-Montée du nationalisme excluant la minorité tamoule**
- **-Non-reconnaissance des droits fondamentaux de citoyenneté pour les Tamouls (religion, culture, langue). Les Tamouls sont considéré comme citoyens de seconde classe.**
- **-Marginalisation politique, sociale, culturelle, économique et ethnique des Tamouls**

Les Conséquences de ce conflit

- Dépenses Militaires 45%PNB
- Aide aux déplacés 15% PNB
- Le pays a perdu 1,3 Milliard \$ en raison de la guerre
- Social
 - Population avec 1\$US/J 9%
 - Population avec 2£\$US/J 55%
 - Population en dessous du seuil de pauvreté 30%
 - IDH 96/177
 - Santé et Education Faible priorité.
- Economique
 - La contribution du Nord et Est au PNB -4% (au lieu de 15% en 1980)
 - Investissement étranger en déclin
 - Coût de la vie + Inflation 12-15%
- Coût Humain
 - Perte en vie humaine estimée à une centaine de millier de vies.
 - Les mutilés, veuves et orphelins devenant une charge pour la société
 - 900000 enfants tamouls sont victimes de la guerre
 - Entre 750 000 et 800 000 tamouls déplacés ou réfugiés
- Politique
 - Montée du nationalisme et du fondamentalisme religieux
 - Les tamouls dans le nord n'ayant aucun leadership démocratique.
 - Le pouvoir autoritaire à Colombo au nom de la sécurité nationale
 - Influence des religieux dans la sphère politique.

La Situation politique Générale

La situation politique est totalement confuse : le parti de l'opposition – UNP est plus que jamais divisé ; Le gouvernement sort vainqueur des opérations militaires. La victoire militaire devient le fondement même du discours politique, les élections dans les provinces ont été gagnées sur la base de la défaite du LTTE et non pas sur des programmes qui vont dans le sens de la gouvernance locale. Au jour d'aujourd'hui on observe un gouvernement fort avec une opposition totalement affaiblie. Certaines sources vont jusqu'à dire qu'il y a une dictature au sein de la démocratie.

L'UPFA (composé de SLFP et d'autres membres) essaie d'élargir ses partisans pour aller vers un parti unique, ayant comme finalité de gagner 150 sièges sur les 225 pour obtenir 2/3 de majorité dans les prochaines élections. Cela permettra au gouvernement d'entraîner des changements majeurs dans la constitution. Le danger de la montée en puissance de l'UPFA qui ancre son discours dans l'idéologie Cinghalais - Bouddhiste et cela annonce un avenir très incertain pour l'unité du pays en particulier dans les grandes villes telles que Colombo, Beruwela et Negombo qui ont une forte concentration de tamouls.

Le pouvoir à Colombo est entre les mains du Président et ses deux frères qui sont ses conseillers et également la force de l'ombre. Fortement influencé par le JHU et le JVP, les trois frères dirigent le pays avec une main de fer. Une dictature démocratique se met en place avec l'approbation des partis radicaux.

La situation politique dans l'Est est loin d'être réglée. Karuna a été nommé ministre et Pillayan est le Chief Minister de Batticaloa. Mais il n'a pas de moyen ni pouvoir pour diriger la région convenablement. Il y aurait des rumeurs que le gouvernement essaie de mettre Karuna comme Chief Minister ainsi voulant créer une tension entre les deux. Cela montre que la déconcentration du pouvoir et la décentralisation sont loin d'être une réalité, au contraire c'est utilisé comme moyen de manipulation politique par la majorité pour contrôler les provinces Est et Nord.

Le nord est sous le contrôle de l'armée et le GA.

Gouvernance locale



Organisation Politique mise en place au lendemain de l'accord Indo-Lanka en 1987 par le 13^{ème} Amendement de la constitution en vue de la déconcentration du pouvoir central. Ce mécanisme était envisagé pour satisfaire les aspirations des tamouls.

Le Sri Lanka est un État unique et il est divisé en 9 provinces.

Chaque province est administrée par le gouverneur.

Le Provincial council est autonome et rattaché à aucun ministère, mais soumis à l'autorité et pouvoir du gouverneur conféré par la constitution et les actes parlementaires.

Sa mission est de remplacer les rôles et activités entrepris par les ministères du gouvernement central, l'administration centrale et d'autres autorités statutaires.

Le « conseil de Province », le conseil municipal, Predashya Sabah et les conseils de villages sont des formes différentes de gouvernance locale pour faciliter une très grande participation des citoyens dans les politiques et décisions locales.

Rôles et Responsabilités

Le **Gouverneur** : Nommé par le Président et agit sous son mandat .Il est nommé pour 5 ans

Il a le pouvoir de nommer les ministres

Il est le pouvoir exécutif. a le pouvoir de convoquer le conseil de Province, le dissoudre ou amender les décisions si elles ne sont pas dans l'intérêt de la nation. Il est conseillé par le Conseil des ministres

Municipal council

Conseil Municipal qui est également l'espace d'interaction entre le citoyen et la gouvernance locale

Il y a un Maire et Maire adj.+ des membres.

Provincial Council : Chargé de gérer les affaires de la province en veillant à leur conformité par rapport à la politique nationale.

Il est sous le gouvernance du Gouverneur qui travaille avec les quatre ministres dont le Chief minister.

Village Council

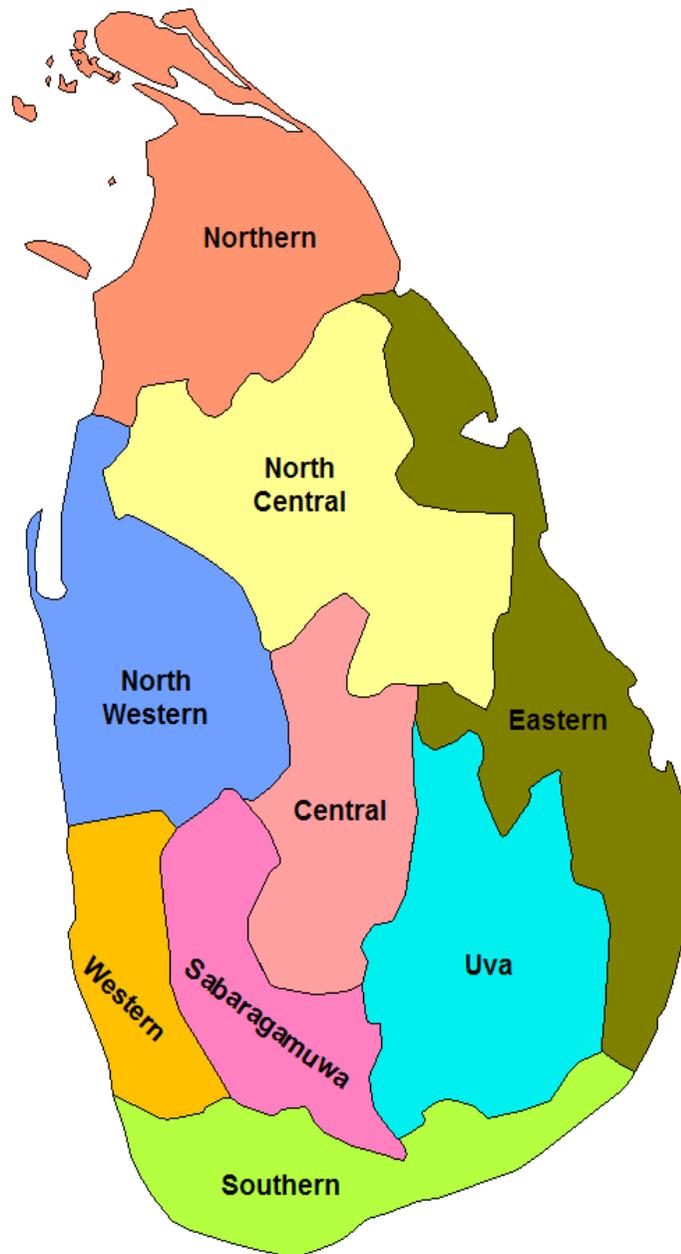
Conseil villageois

Prédhasya Sabah (Identique au Conseil municipal). Autorité locale ayant pour mission la mise en œuvre de toutes actions liées à la santé publique, le bien de la collectivité et l'action sociale dans une juridiction bien déterminée à l'intérieur de la province.

Un president, VP et des membres élus déterminés par le ministre.

P.S Act (N°15 de 1987)sect 3

L'Organisation Administrative



-L'île est composée de : **9 Provinces** (dont les provinces du Nord et Est sont tamoules.)

-Les 9 provinces sont sous divisées en **25 districts** dont **9** sont dans les provinces tamoules :

-Province du Nord : 5 Districts (Jaffna, Mullaitivu, Vavunya, Mannar et Killinochi)

Province de l'Est : 3 districts (Batticaloa-Trinco : 2 districts, Ampara : 1 district)

-Dans chaque District il y a un **DGA** et un **AGA**.

-Il y a également un **GramaSevak** dans Chaque village

Tous les DGA et AGA sont des fonctionnaire de l'Etat chargés de l'ordre public, collecte d'impôts, la justice et ils sont doivent rendre compte à Colombo.

Le Système Judiciaire

- Au niveau national il y a une Court Suprême à Colombo.
- Le 13^{ème} Amendement de la constitution(1987) crée des provisions pour la création des Courts Provinciaux (Provincial High Courts). Les juges sont nommés par le Juge de la Court Suprême et qui se charge de leur mutation ou bien les limoger si nécessaire.
- Les Courts Provinciales sont chargées de juger toutes questions qui relèvent des Provinces.
- Le Rôle de ce tribunal:
 - Traitement de tous les délits au niveau de la province.
 - Il traite les appels suite au jugement rendu par les tribunaux dans les provinces .
 - Examiner les accusations en cas de détentions illégales des personnes ou garde à vue.
 - Délivrer des mandats d'arrêt à l'intérieur de la province.

Signalons que les gouvernements interviennent souvent dans la nomination des Juges.

Différents Problèmes

- Le Pays est confronté à une crise économique, Politique et sociale.
- La crise politique renforce le gouvernement qui devient de plus en plus autoritaire ; la crise économique appauvrit la population déjà durement touchée par la guerre.
- Le pays est gravement affecté par la crise économique globale.
- La solution militaire s'avère de plus en plus difficile et parler de la solution politique n'a plus de sens
- Les droits de l'Homme ne sont plus respectés, y compris par l'État : assassinat politique des opposants au pouvoir ; les medias sont contrôlés, dans le nord la sécurité des civils n'est plus assurée.
- L'armée a de plus en plus de pouvoir et faveur avec le régime.
- Les droits de base tels que l'éducation, la santé ne sont pas correctement pris en charge par le gouvernement, en particulier dans le nord et l'est.
- La liberté religieuse (autre que le bouddhisme) est aussi visée (eg.anti-conversion bill)
- Les organisations de la société civile sont également visées (ONG, organisations charitables, etc).
- L'avenir de la minorité tamoule dans les zones du nord et est un défi majeur.

L'Évolution du Conflit Ethnique et des tentatives de Paix

1985

Négociation de Thimpu: Le gouvernement, Le LTTE et les partis politique tamouls. Les revendications des Partis Tamouls et le LTTE : 1.Citoyenneté Tamoule 2. Le droit à l'autodétermination pour les tamouls 3. le Nord et l'Est comme la terre traditionnelle des tamouls 4. La citoyenneté pour tous les tamouls y compris les tamouls indiens.

Le gouvernement n'accepte pas ces revendications et les négociations échouent.

1987

Un accord de paix est signé entre J.Jeyawardana, Rajiv Gandhi et le LTTE. Mais le gouvernement de J.Jeyawardana est divisé et lors des soulèvements dans le sud, six cadres de LTTE sont arrêté et pendant leur incarcération ils se suicident. L'accord est dénoncé et le LTTE reprend les armes et s'en prends aux troupes indiennes.

1988

Premadasa nouvellement élu président, souhaite se débarrasser des troupes indiennes et paie le LTTE et donne des armes pour combattre l'armée indienne par un accord secret.

1990

Négociation d'un nouvel accord de paix à Colombo, mais les négociations échouent, en raison de l'accusation mutuelle, que les belligérant profitent de ce moment de négociation pour s'armer.

1991

Le LTTE assassine Rajiv Gandhi et New Delhi désigne le LTTE comme coupable et demande l'extradition de Prahbakaran.

1994

Mme.Bandaranaike, SLFP gagne les élections par le jeu de coalition et forme un gouvernement. De nouveau les négociations sont engagées. Les représentants du gouvernement sont inexpérimentés et les négociations n'aboutissent pas.

Avec le Gouvernement de SLFP, le LTTE comme Mme.Bandaranaike cherche a promouvoir le processus de paix pour leur profit politique et il y a tout de même une baisse de tension

- **2002**
- **Ranil Wickeramasinghe est élu Premier ministre. Il accepte les propositions de cessez le feu unilatéral par le LTTE et engage des négociations qui auront lieu en Thaïlande. Cessez-le-feu sous l'égide de la Norvège. Amorce d'un processus de paix**

- **2003**
- **Rencontre à Berlin. Différents problèmes dont la question des droits de l'homme sont discutés**
- **Septembre 2003 les US invitent le Sri Lanka lors de conférence des donateurs pour discuter de la reconstruction du SL mais le LTTE n'est pas invité car listé comme un organisme terroriste.**
- **Le LTTE se retire des négociations.**
-
- **2004**
- **Le Colonel Karuna change de camps.**
- **La Catastrophe Tsunami apporte un calme sur le conflit ethnique. Le LTTE agit avec efficacité pour aider la population tamoule, il y a des collaborations entre les Tigres , les ONG et le gouvernement pour mettre en route des programmes tsunami.**
- **Cette situation n'est pas saisie comme une opportunité pour promouvoir la paix, ni par le gouvernement, ni par le LTTE ni par la communauté internationale.**

- **2005**
- **Mahinda Rajapakse arrive au pouvoir avec le soutien de JVP et JHU. Le LTTE donne des consigne d'abandonner les élections dans le nord.**

- **2006**
- **L'Armée lance l'offensive dans l'Est puis, fin 2007 dans le nord.**

- **2008**
- **L'Armée prends le contrôle de Vanni par l'ouest et arrive vers Killinochi et également par le nord.**

- **Janvier 2009**
- **Killinochi, la « Capitale » symbole de pouvoir territorial du LTTE est prise, suivie par la prise de Mullaitivu et aujourd'hui le LTTE est circonscrit sur une surface de 70KM²**

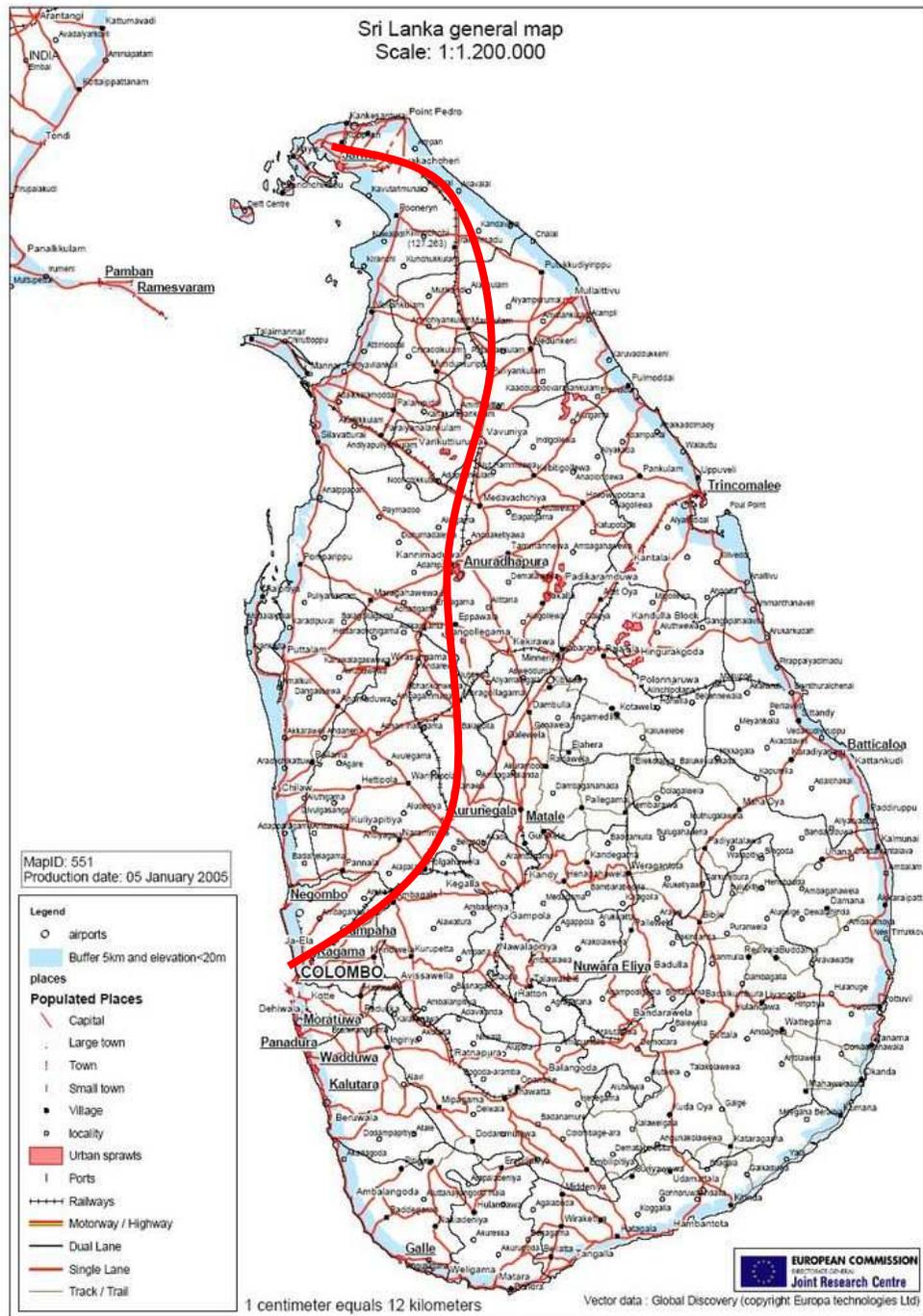
Avant la reprise du conflit en 2005



A-9 la seule route qui relie Jaffna avec Colombo et le reste de l'île

Zone contrôlée par le LTTE avant la prise de Killinochi

Sri Lanka general map
Scale: 1:1.200.000



MapID: 551
Production date: 05 January 2005

- Legend**
- airports
 - Buffer 5km and elevation < 20m
 - places
 - Populated Places**
 - Capital
 - Large town
 - Town
 - Small town
 - Village
 - Locality
 - Urban sprawts
 - ⊏ Ports
 - ⊏ Railways
 - ⊏ Motorway / Highway
 - ⊏ Dual Lane
 - ⊏ Single Lane
 - ⊏ Track / Trail

1 centimeter equals 12 kilometers

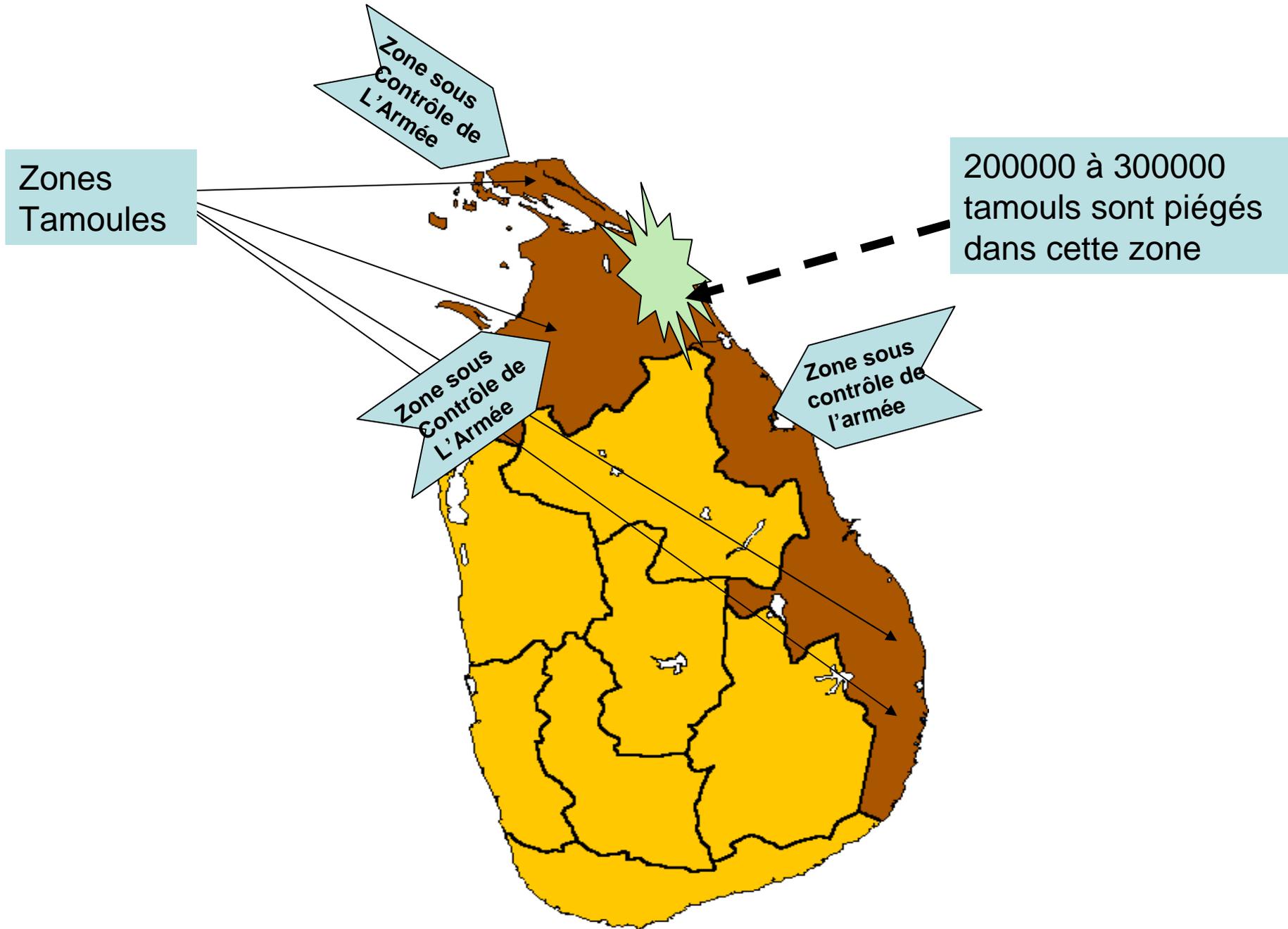


Vector data : Global Discovery (copyright Europa technologies Ltd)

Les Zones de Conflit

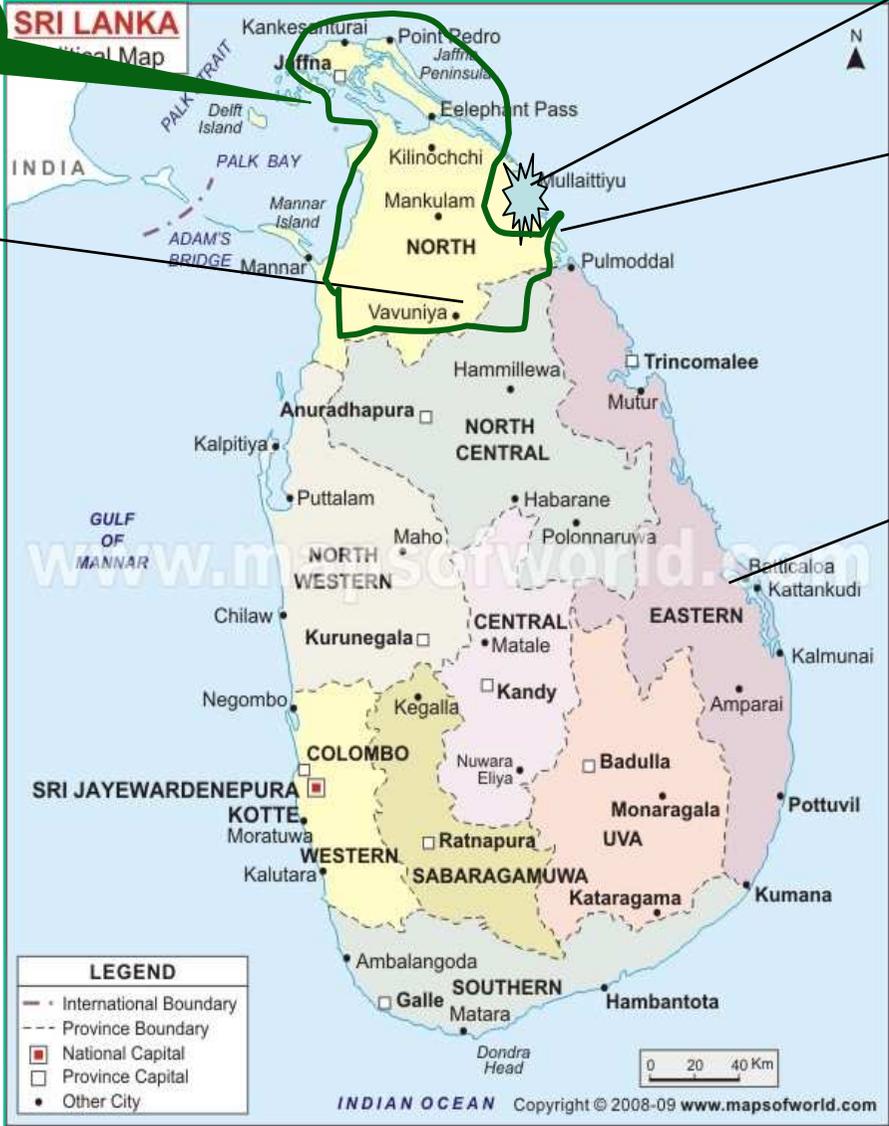
- En 2007 l'armée a commencé l'offensive en bombardant les zones tigres dans l'Est. Ainsi Mouthoor a été libéré des tigres. L'armée garde la maîtrise de la force de frappe aérienne.
- Depuis septembre 2008 l'armée se préparait pour donner l'assaut final. Mais la population civile n'a jamais été préparée. Déjà vers le mois de septembre 2008 l'armée a avancé à partir de Mannar et les Tigres ont été poussés vers l'est (Killinochi et Mullaitivu)
- Fortement soutenu par le gouvernement et appuyé par l'opinion publique, l'armée a avancé avec détermination et au mois de Janvier 2009 Killinochi est prise. Fort de cette victoire, les forces militaires très soutenues par la force aérienne, avancent vers l'intérieur de Vanni en poussant le LTTE vers Mullaitivu. Aujourd'hui le LTTE serait contenu sur une superficie d'environ 70 km².
- La population qui n'était pas préparée est prise de court et est conduite dans des camps de déplacés. Ils partent sans rien, dans des conditions très dramatiques. Après la chute de Killinochi la population civile est mise sur le chemin de l'exode vers Mullaitivu.
- Au fur et à mesure que l'armée avance la population civile se trouve piégée entre l'armée et le LTTE ; elle sert de bouclier humain.
- De Janvier à Mars on dénombre officiellement 4500 tamouls morts et des milliers de blessés.
- La population civile est affamée, car la nationale A9 est coupée et à l'intérieur de Vanni, le PAM n'arrive pas à acheminer les convois alimentaires car, l'armée autorise les convois alimentaires du PAM, mais refuse de suspendre les tirs d'obus et les bombardements aériens. Le LTTE pour sa part continue les attaques contre l'armée.
- Un certain nombre de déplacés sont sortis de Vanni en passant par deux camps de vérification d'identité dans des conditions dramatiques et sont placés dans des camps.
- A ce jour des camps de déplacés (35000 qui ont pu sortir) et des zones de sécurité (200000-300000 qui sont piégés à l'intérieur de Vanni) sont mis en place, mais la population n'est absolument pas en sécurité au contraire elle est dans une situation très vulnérable vis-à-vis des deux belligérants (L'armée et le LTTE).

La Zone de Conflit



Zone sous contrôle de l'armée

Camps des déplacés Internes Environ 35000 personnes sont installées dans 13 centres.



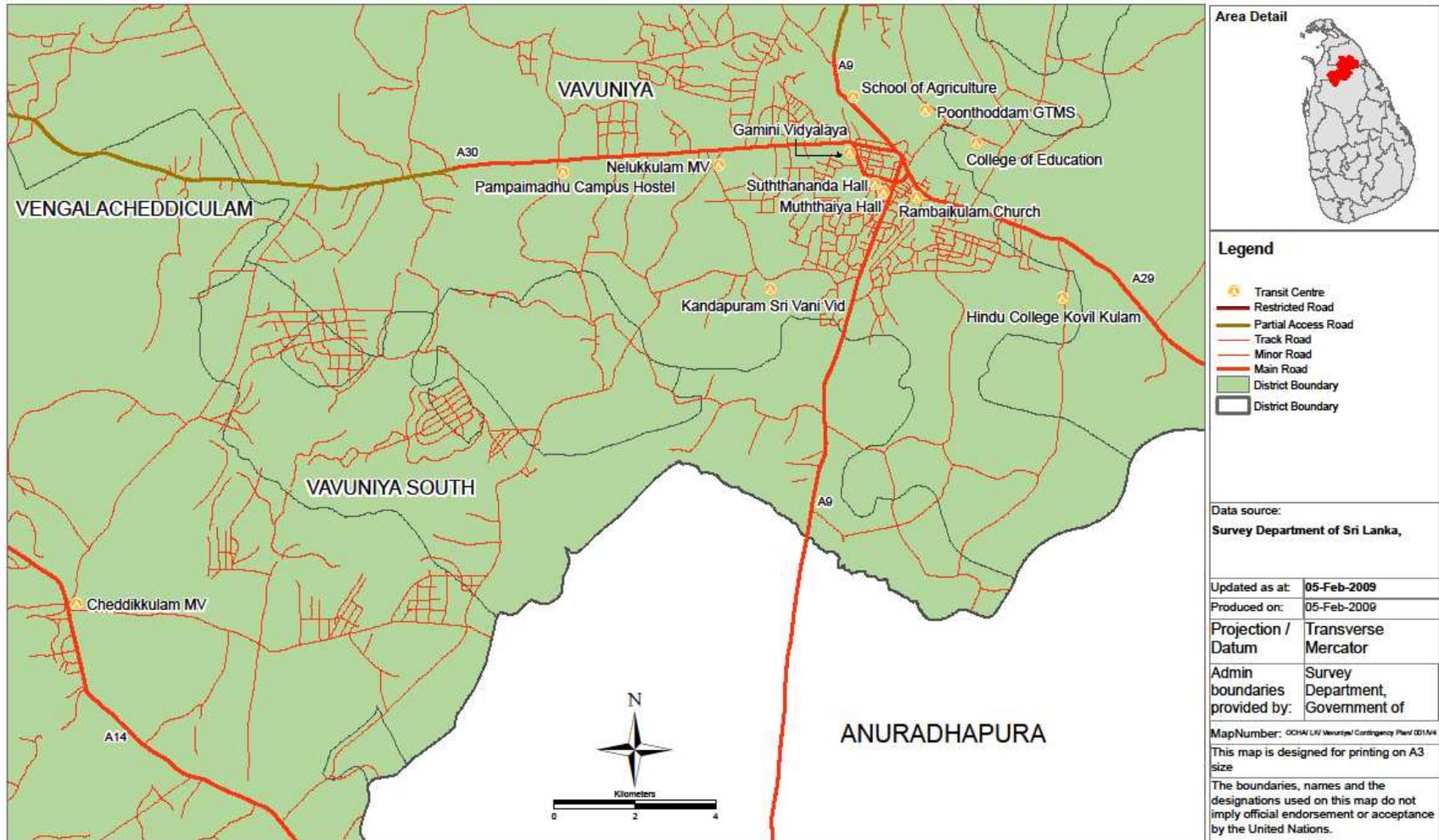
Sous contrôle du LTTE et zone de résistance forte.

Zone de sécurité crée par l'armée Entre 200000-300000 personnes sont piégées

Zone sous contrôle de TMVP- Pillayan

Localisation des Camps de déplacés

Emergency Accommodation Sites identified by Local Government Authorities **DISTRICT : Vavuniya**
For the contingency plan 2009



© 2009 United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs, Sri Lanka
 # 20, Temple Road, Kurumankadu, Vavuniya. Tel: +94(0)24 4922044, Fax: +94(0)24 2224873, Email: ocha.vavuniya@gmail.com, Website: www.unps.lk



Produced through the generous support of:

Situation des déplacés- Une Crise Humanitaire

- Les déplacés ont peu de possibilité de retour dans les villages dans l'immédiat. Tout d'abord leurs maisons pour la majorité d'entre eux seraient détruites ; les terrains sont minés ; l'activité agricole ou toute autre activité est quasiment impossible.
- Le gouvernement ne souhaite pas qu'ils s'installent dans leurs villages. Ceci est dû à la peur que les Cadres LTTE seraient infiltrés parmi les bénéficiaires.
- Aucun plan d'installation des déplacés n'est prévu dans l'immédiat par l'Etat; les ONG n'ont pas le droit de travailler à l'intérieur de Vanni, excepté pour les institutions Internationales et l'Eglise.
- Dans cette situation, les déplacés sont regroupés (Piégés) dans des zones délimitées à l'intérieur de Vanni, près de Mullaitivu ; une grande majorité serait dans la « zone de sécurité ». Ils n'ont rien et sont dépendant de l'aide du PAM qui arrive quand la situation de sécurité le permet.

Situation de Droit de l'Homme

- Les Déplacés sont dans une situation très vulnérable tant sur le plan psychologique que le plan physique.
- Les déplacés sont soumis à des pressions et des traitements brutaux par les militaires. Dans chaque famille un membre est séparé pour être interrogé séparément. Les jeunes adolescents subissent également le même sort.
- Le sort des civils est totalement entre les mains des militaires qui contrôlent l'ensemble des zones prises.
- On dénombre un très grand nombre de blessés et morts dû aux bombardements et tirs d'artillerie.
- Le nombre exacte de morts et de blessés n'est pas encore rendu public, mais selon des sources fiables il y en aurait un très grand nombre.
- Aujourd'hui les hôpitaux de Mullaitivu et de Vavuniya crient au secours : il y a un manque important de médicament, la population commence à s'alimenter avec des feuilles (qui cause des indigestions et empoisonnement) ; manque d'eau potable ; hygiène et surtout le stress qui entraîne des problèmes graves de santé pour la population. Il faut aussi signaler l'émergence de diarrhée et d'autres infections graves.
- Face à cette situation très vulnérable, le gouvernement a tout laissé entre les mains de l'Armée qui n'est pas préparée à les résoudre, au contraire elle traite les victimes civiles comme des suspects.
- Il y a des cas d'exactions à partir de suspicion.

- Dans l'Est, les problèmes de sécurité et d'ordre public deviennent de plus en plus courant. Le LTTE est un danger potentiel et s'engage dans l'attaque d'intimidation ou contre les sympathisants de TMVP. Au mois de Janvier 2009, le massacre perpétré sur 21 habitants du village de Kerimitiyawa a vraiment créé un sentiment de panique et de manque de confiance mettant en cause la paix fragile qui y régnait. Les habitants dans les villages frontaliers doivent quitter leur domicile.
- A l'intérieur de TMVP, les tensions internes et la lutte pour le pouvoir sont devenues un fait quotidien.
- Cela crée une certaine instabilité parmi les communautés (tamouls, cinghalais et musulman)
- A Jaffna la force de sécurité de l'Etat est en plein contrôle. La multiplication de contrôles et de check-points, le couvre-feu quotidien: de 19H00-05H00 tous les jours ainsi que le contrôle régulier rends la vie difficile.

Perspective d'avenir et le scenario post guerre

- La solution militaire n'est pas « La Solution » car les vraies causes ne sont pas prises en compte. Il faut une solution négociée pour promouvoir une solution durable pour ce conflit ethnique.
- La question du respect des Droits de l'Homme par le pouvoir actuel est plus que préoccupante.
- Le gouvernement doit mettre en œuvre un plan de réhabilitation des déplacés et aussi leur installation définitive.
- Cela ne pourra pas se faire sans une démarche concertée avec les partenaires de la société civile (ONG, INGO).

- Le processus de déminage doit commencer rapidement avec les partenaires internationaux.
- La scolarisation des enfants et jeunes doit reprendre très rapidement et ceci sans aucune condition.
- Il faut que le gouvernement donne amnistie à ceux qui quittent le LTTE.
- Tous les acteurs dans ce conflit doivent déposer des armes et cessent les actes de violences.
- Il faut que le Gouvernement ouvre le A9 pour l'envoi de convoi alimentaire du sud vers le nord ainsi que le matériel de construction.
- Le gouvernement doit rendre public son plan de réhabilitation des déplacés et accepte de collaborer avec les partenaires locaux et internationaux.
- Il est impératif que la société civile puisse être plus impliquée dans le processus de réconciliation.